Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 29 (2022)

Heft: 1: Publizieren in den Geisteswissenschaften : Vergangenheit, Gegenwart und Zukunft = Publier en sciences humaines : passé, présent et avenir

Artikel: La Revue belge d'Histoire contemporaine (RBHC) / Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis (BTNG) et la question des langues

Autor: Lanneau, Catherine / Wouters, Nico

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-981267

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La *Revue belge d'Histoire contemporaine* (RBHC) / *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis* (BTNG) et la question des langues

Catherine Lanneau, Nico Wouters

En 2012, une nouvelle mouture de la *Revue belge d'Histoire contemporaine* (RBHC) / *Belgisch Tijdschrift voor Nieuwste Geschiedenis* (BTNG) a vu le jour à la suite de la fusion opérée entre deux revues d'histoire contemporaine belge préexistantes. Fondée en 1969 à l'Université de Gand, l'«ancienne» RBHC/BTNG s'est unie aux *Cahiers d'histoire du temps présent / Bijdragen tot de Eigentijdse Geschiedenis*, lancés en 1996 par le Centre d'études et de documentation guerre et sociétés contemporaines (CegeSoma). Si le titre de la doyenne, mieux ancré dans les esprits et plus explicite, a été conservé, c'est le CegeSoma, aujourd'hui direction opérationnelle des Archives générales du Royaume, qui assume la responsabilité de la nouvelle publication.

Celle-ci est désormais connue également sous son nom anglais: *Journal of Belgian History* (JBH), plus court et certainement plus universel. Le site internet de la revue lui-même est trilingue (www.journalbelgianhistory.be). Néanmoins, en termes de politique éditoriale, le rapport à la langue anglaise n'a pas fondamentalement changé en 2012, puisque les deux revues initiales publiaient déjà des articles dans les trois langues nationales belges et en anglais. Cette pratique correspond aux standards classiques pour les revues «nationales» belges en sciences humaines, certes peu nombreuses. Elles se voulaient également des plateformes de rencontre, de discussion et de collaboration entre historien·ne·s des trois communautés linguistiques, alors même que de tels lieux se sont progressivement raréfiés au fil des réformes de l'État belge. La nouvelle revue perpétue cette mission tout en ouvrant son comité consultatif international à des chercheuses et à des chercheurs issu·e·s d'horizons géographiques et culturels très divers.

En revanche, ce qui a sans doute davantage évolué au cours de la dernière décennie, c'est la place occupée par l'anglais dans le monde de la recherche et des publications scientifiques, mais aussi le concept même d'une revue d'histoire nationale. Au sein du comité de rédaction, composé de membres scientifiques et académiques de toutes les universités du pays, chacun·e s'exprime dans sa propre langue et avec sa propre sensibilité par rapport à la question linguistique. Cette sensibilité peut être liée au parcours, à la génération, à l'environnement de recherche particulier dans lequel chacun·e évolue ou encore à des convictions per-

sonnelles. Le rajeunissement du comité de rédaction a certainement contribué à rendre cette question moins prégnante, dans la mesure où les nouvelles générations d'universitaires n'endossent pas les combats linguistiques du passé, comme ceux qui ont conduit, à la fin des années 1960, à la fameuse «crise de Louvain» (départ de la section francophone vers Louvain-la-Neuve / Katholieke Universiteit Leuven dès lors totalement néerlandophone). En outre, le choix d'un binôme à la tête de la rédaction – un corédacteur néerlandophone, une corédactrice francophone – constitue en soi un symbole et une expérience intéressante. Sans doute peut-on considérer aussi que le poids croissant de l'anglais contribue à rendre la situation moins dichotomique en introduisant un «langage tiers» dans les rouages de la revue.

En réalité, le principal champ de tensions linguistique réside désormais entre, d'une part, celles et ceux qui entendent défendre la diversité linguistique de la revue comme une valeur ajoutée, une exigence «démocratique» par rapport aux auteur·e·s mais aussi au lectorat, qu'il ne serait pas souhaitable de cantonner aux «expert·e·s du domaine», et, d'autre part, celles et ceux qui envisagent prioritairement la dimension pragmatique de la question et insistent sur la meilleure diffusion internationale d'un texte en anglais et sur sa plus-value scientifique pour les auteur·e·s en termes d'évaluation de leurs dossiers. En effet, face à une anglicisation massive et mondiale, le néerlandais n'est plus la seule langue nationale belge à sembler, *de facto*, invisibilisée. L'allemand et le français, eux aussi, paraissent moins qu'hier susceptibles d'offrir un rayonnement maximal.

Entre 2012 et 2020, si l'on fait abstraction des numéros thématiques, la revue a publié 42 articles en néerlandais, 22 en français, 21 en anglais et un seul en allemand. Cette répartition n'est pas le fruit d'un quelconque critère de sélection mais reflète plutôt le dynamisme de la recherche en Flandre et le poids démographique relatif des communautés linguistiques (un peu moins de 60 % de néerlandophones; un peu plus de 40 % de francophones; 0,7 % de germanophones).[1] En outre, il est significatif de constater que les numéros thématiques de la revue réservent une place croissante à l'anglais, ce qui signifie que, tous types d'articles confondus, le poids de cette langue surpasse celui du français. Deux des sept numéros thématiques sont même entièrement rédigés en anglais. L'un concerne le Congo pendant la Première Guerre mondiale (2018: 1–2) et l'autre, la reconstruction de la région d'Ypres après ce conflit et la mémoire centenaire des événements qui s'y sont déroulés (2021: 1–2). Il s'agit d'une tendance de fond, accompagnée mais non inaugurée par le comité éditorial. Elle est plutôt promue par les «rédacteurs et rédactrices en chef invité·e·s» qui proposent ces numéros thématiques et en gèrent la concrétisation. Ces rédacteurs et ces rédactrices constituent souvent un binôme ou un trinôme dont les membres sont issu·e·s de diverses communautés linguistiques. L'usage de l'anglais leur permet donc de ne pas

choisir la langue de l'un ou de l'autre pour l'introduction et/ou les conclusions tout en évitant le dédoublement des textes qu'induirait une traduction.

D'autres raisons semblent militer en faveur de l'anglais et celles-ci pourraient être transposables aux numéros classiques ou *varia* de la revue. La rédaction d'un article dans la *lingua franca* scientifique contemporaine permettrait ainsi un *peer reviewing* international plus aisé, car il élargirait presque mécaniquement le panel des expert·e·s susceptibles de prendre connaissance du texte. Si, dans un cadre belge, la maîtrise au moins passive des principales langues nationales est assurée, il n'en va pas ou plus de même dès lors qu'on souhaite solliciter des spécialistes issu·e·s d'autres espaces géographiques, y compris l'Europe du Nord ou de l'Est. Par ailleurs, le lectorat potentiel lui-même serait sensiblement accru par le choix de l'anglais. Assumant le fait qu'une revue scientifique d'histoire s'adresse prioritairement au milieu académique, les éditeurs·trices tout comme les auteur·e·s auraient donc intérêt à maximiser son audience en privilégiant la langue désormais la plus communément partagée.

Plus encore, il n'est pas rare de voir aujourd'hui certains jeunes scientifiques, soumis·es à la pression du *publish or perish*, publier volontairement la majorité de leurs travaux en anglais à la demande plus ou moins explicite de leur institution de rattachement. La visibilité internationale et la renommée d'une université se construisant au moins partiellement sur des *rankings*, par ailleurs contestables, la tentation est forte de voir intériorisés leurs critères d'évaluation. À cette aune, la demande d'accroître le volume de publications en anglais produit aussi ses effets dans le cadre même de l'évaluation interne, en vue d'une stabilisation, d'une promotion ou de l'obtention d'un crédit de recherche. On comprend que cette pression soit particulièrement aiguë sur les jeunes chercheurs et les jeunes chercheuses en butte à une compétition féroce et permanente.

Néanmoins, il est permis de s'interroger sur les risques ou les effets pervers d'une uniformisation linguistique dans le monde de la recherche en sciences humaines. Comme le dit justement la philosophe Barbara Cassin, «la langue n'est pas seulement un moyen de communication, elle est porteuse d'une culture et d'une vision singulière du monde».[2] Les éditeurs·trices de revues ne sont certainement pas désireux·ses de contribuer, même indirectement, à un certain appauvrissement de la pensée induit par le rouleau-compresseur du *global English*. Ils pourraient aussi redouter un effet pervers inquiétant: si l'anglais est désormais exigé pour obtenir un crédit ou présenter un dossier devant une instance de recherche internationale, il risque bien d'être considéré, par extension, comme un gage absolu de qualité. Dès lors, publier des articles en français, en allemand ou en néerlandais sera-t-il bientôt considéré comme un indice de moindre valeur? Cette liberté sera-t-elle réservée aux textes à portée locale ou rendant compte de recherches de moindre ampleur, comme celles tirées de mémoires de maîtrise?

Notre revue publie en effet fréquemment des textes de cette nature, ce qu'elle considère comme une partie de sa mission. Ils bénéficient toutefois du même traitement exigeant en termes de *peer reviewing*.

Une autre mission importante endossée par la revue consiste à favoriser le lien entre la recherche académique et le débat historique sociétal en permettant la diffusion la plus large des résultats de la recherche scientifique. Or, en Belgique, une telle diffusion publique ne peut passer par le seul canal de l'anglais mais doit plutôt emprunter celui des langues nationales. L'exemple le plus récent concerne les articles consacrés à la Première Guerre mondiale: un usage exclusif de l'anglais aurait signifié une prise de distance par rapport au débat sociétal pendant et sur le Centenaire, alors même qu'une partie non négligeable des fonds mobilisés pour soutenir les nouvelles recherches provenait d'instances publiques.

Enfin, il ne faut pas négliger une autre dimension de la réflexion sur l'emploi des langues dans le monde scientifique: de quel anglais parle-t-on? Ce point nous semble insuffisamment discuté. Si les professionnel·le·s de la recherche se doivent aujourd'hui de lire, écrire et s'exprimer en anglais, quelle que soit leur origine, force est de constater qu'une maîtrise fine de cette langue et de ses subtilités n'est pas aussi partagée qu'on pourrait le croire. Au risque, déjà évoqué, d'un appauvrissement de la pensée par simplification contrainte du propos, s'ajoute celui d'une inégalité croissante entre les auteur·e·s ou les revues capables de s'offrir les service d'un *native speaker* et celles et ceux qui devront y renoncer ou en user avec parcimonie. Notre revue consacre chaque année une partie de ses subsides à des traductions mais, d'une manière générale, ce sont les auteur·e·s qui, une fois leur texte accepté, sont invité·e·s à le soumettre à un·e relecteur·trice anglophone.

La RBHC/BTNG/JBH assume son statut de revue nationale d'histoire contemporaine. Elle publie tout texte qui, ayant trait à la «Belgique» depuis la fin du XVIIIe siècle, contribue à renouveler l'écriture de son histoire par l'attention qu'il porte notamment aux nouvelles thématiques de recherche et à l'insertion des réalités nationales dans un cadre plus large. Pourtant, certain·e·s chercheurs·euses estiment désormais que le cadre national est dépassé et inopérant, même pour l'étude d'une période au cours de laquelle l'État-nation fut structurant. Ils et elles remettent donc en cause l'intérêt, l'opportunité et la pertinence même d'écrire une histoire de la Belgique alors que de nouveaux jeux d'échelle favorisent la *local history* et la *global history*. Loin de faire l'unanimité,[3] cette position a notamment été discutée au cours d'une journée d'études en 2018.[4] Or, si le choix d'un angle de vue infra ou supranational n'impose pas nécessairement le choix de l'anglais, il pourrait le favoriser ou le justifier, notamment dans le souci de faciliter le dialogue au sein de la communauté scientifique mondiale. La RBHC/BTNG/JBH ne peut évidemment se dispenser d'une réflexion sur le sujet.

En conclusion, l'idée de sacrifier la diversité linguistique – une des «marques de fabrique» belges – au profit d'une généralisation de l'anglais n'est pas (encore) à l'ordre du jour des réunions de notre comité de rédaction, même si ce dernier n'est pas insensible aux sirènes du temps. Les deux corédacteurs·trices en chef rédigent chaque éditorial dans les deux principales langues nationales et tout article bénéficie d'un résumé en anglais, en français et en néerlandais. C'est l'allemand qui, en réalité, pourrait apparaître comme le parent pauvre de cette politique… Peut-être est-ce de ce côté que réside le vrai défi d'une revue totalement nationale et internationale?

Notes

1 Ces chiffres sont approximatifs par absence – politiquement assumée – de recensement linguistique. S'attachant aux seules langues officielles, ils ne tiennent pas compte de la diversité linguistique réelle en Belgique, particulièrement à Bruxelles, capitale multiculturelle.

2 Laure Cailloce, «‹La diversité des langues enrichit la pensée› (interview de Barbara Cassin)», *CNRS-Le Journal*, 19. 11. 2014, https://lejournal.cnrs.fr/articles/la-diversite-des-langues-enrichit-la-pensee (9. 4. 2021).

3 Le champ de l'histoire de la Belgique n'est pas déserté, comme en témoigne notamment la parution récente de la cinquième édition remaniée de Gita Deneckere et al., *Een geschiedenis van België*, 5de herwerkte druk, Gand 2020.

4 «1918–2018, cent ans après … is er nog een geschiedenis van België? peut-on encore écrire l'histoire de Belgique?», programme toujours accessible sur https://soc.kuleuven.be/centre-for-political-research/events/event-files/program-me-20181023.pdf (5. 1. 2022).